

« Baromètre 2025 de l'Épargne en France et en régions »

L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE : Une perception affaiblie sauf pour les jeunes générations

LE MANQUE D'ÉDUCATION FINANCIÈRE DICTE LES COMPORTEMENTS D'ÉPARGNE POUR UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS : 72 % des épargnants privilégient les livrets réglementés d'abord en raison d'un manque de connaissances financières nécessaires pour investir sur d'autres placements financiers

Altaprofits dévoile le 2^e volet de son « **Baromètre 2025 de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop pour la 7^e année consécutive. Deux thématiques sont traitées ici : La perception de l'investissement responsable en France et le niveau de connaissance financière avec son impact sur la manière dont les Français gèrent leur épargne. Le second sujet impactant directement le premier.

Des différences selon les générations ou le genre sont mises en exergue.

Ce que nous disent les résultats 2025 :

I – UNE PERCEPTION DE L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE AFFAIBLIE...

Seuls 7 % des épargnants ont privilégié des produits plus responsables pour l'environnement et la société, quel que soit leur rendement, en 2025 ; en baisse continue depuis 2023 où la barre symbolique des 10 % avait été atteinte. Les raisons :

- **La notoriété de différents indicateurs relatifs à l'investissement responsable demeure faible auprès du grand public. Seul 1 Français sur 4 (26 %) déclare en connaître au moins un parmi les quatre présentés (résultat identique à celui d'avril 2024).** On retrouve, parmi les plus connaisseurs de ces indicateurs, les moins de 35 ans (cf. le focus spécifique plus bas), les hommes, les cadres, les catégories aisées.

L'indicateur ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) arrive en tête, connu par 20 % des Français (dont 7 % voyant précisément de quoi il s'agit), suivi du label ISR (Investissement Socialement Responsable) connu par 18 %.

Le label Greenfin et la classification SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation) sont quant à eux appréhendés par moins d'1 Français sur 10 (respectivement 9 % et 7 %), accusant un recul de 3 et 4 points de notoriété par rapport à avril 2024.

- **Ainsi, pour les Français n'ayant pas investi dans des produits d'épargne responsables (soit 93 % de l'échantillon), la principale raison évoquée demeure de loin le déficit d'informations vis-à-vis de ces produits.** 7 répondants sur 10 citent principalement des éléments ayant trait au manque d'informations pour justifier leur non-investissement dans ce type de produits (71 %, - 4 points versus avril 2024). Cela recouvre plus précisément le fait de ne pas être suffisamment renseigné sur le sujet (pour 50 % des répondants, en recul de 3 points versus 2024), les craintes vis-à-vis des risques de ce type de placement (27 %, score stable) et vis-à-vis de son rendement (21 %, score stable).

En parallèle, **plus d'un tiers des répondants continue de faire part d'une forme de défiance à l'égard de ces produits**

(36 %, en recul de 3 points versus avril 2024), exprimant notamment une crainte d'être victimes de greenwashing (23 %, - 2 points versus 2024) ou un manque de confiance envers les labels d'investissement responsable (18%, stable).

Les moins de 35 ans (Cf. le focus spécifique plus bas), les diplômés du supérieur et les cadres soulignent davantage leur manque d'informations (à hauteur de 80 % pour chaque catégorie), et sont également tous plus nombreux qu'en moyenne à soupçonner du greenwashing.

• **Enfin, près de 2 répondants sur 10 déclarent ne pas être intéressés par l'investissement responsable (19 %)**, une proportion stable par rapport à avril 2024. *Les hommes de plus de 35 ans et les retraités (notamment CSP-) sont ici surreprésentés.*

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

S'agissant de l'investissement responsable, les femmes sont moins au fait des différents indicateurs relatifs à la finance responsable, 22% d'entre elles déclarant en connaître au moins un (contre 30% des hommes). **Ce score chez les femmes enregistre néanmoins une progression de 3 points** par rapport à l'an dernier.

Le déficit d'information qu'elles perçoivent sur le sujet demeure majoritaire et supérieur à celui des hommes (53 % pour les femmes contre 46 % pour les hommes).

... MAIS LES JEUNES GÉNÉRATIONS SE DISTINGUENT SIGNIFICATIVEMENT. Les 18 – 34 ans se détachent de leurs aînés (les 35 – 65 ans et plus) par leur comportement marqué en matière d'épargne responsable. **Chez les moins de 35 ans, on observe :**

• **Bien plus d'intérêt pour les produits d'épargne plus responsables pour l'environnement et la société :** 12 % ont privilégié des produits d'épargne responsable, quel que soit leur rendement (contre 5 % pour les 35 ans et plus); **notamment, les étudiants** (18 %).

• **Une bien meilleure connaissance en matière de labels et de classifications réglementaires :** 34 % (contre 23 % pour les 35 ans et plus ; 11 points d'écart) ; **en particulier, les étudiants** (45 %).

Pour chacun des indicateurs, les écarts de connaissance varient de + 5 à + 10 points versus les 35 ans et plus et de + 4 à + 7 points par rapport aux moyennes nationales.

S'ils réclament de l'information et craignent d'être victimes de Greenwashing de façon plus importante que les moyennes nationales, **on relève en même temps que les moins de 35 ans ont :**

• **Une bien meilleure confiance que leurs aînés envers les labels et les classifications réglementaires d'investissement responsable :** 13 % (- 6 points par rapport aux 35 ans et plus).

« L'investissement responsable sort affaibli de la période tourmentée du 1^{er} semestre 2025. La connaissance des différents labels visant à rassurer le grand public n'a pas progressé, laissant le champ libre à la méfiance ou aux craintes. Les jeunes générations restent le moteur d'avenir de ce type de placement »,

Catherine Baudeneau, Directrice Marketing Offre et Communication d'Altaprofits.

En régions :

• **Les Franciliens** sont parmi les plus connaisseurs des indicateurs relatifs à l'investissement responsable : 35 % déclarent en connaître au moins un (+ 9 points versus la moyenne). Pour chacun des différents indicateurs présentés, les écarts de notoriété varient de + 4 points à + 7 points par rapport à la moyenne nationale.

Ils expriment plus de craintes quant au rendement de ces produits (27 %, + 6 points versus la moyenne).

• **Les résidents de Normandie** sont à l'inverse parmi les moins connaisseurs des différents indicateurs : seuls 15% déclarent en connaître au moins un (- 11points versus la moyenne). Pour chacun des différents indicateurs présentés, les écarts à la moyenne varient de - 5 points à - 9 points.

• **Les Bretons** craignent davantage que les produits d'épargne responsables soient trop risqués (35 %, + 8 points versus la moyenne).

• **Dans le Grand Est**, la défiance envers l'investissement responsable est plus marquée qu'ailleurs (44 % + 8 points versus la moyenne).

• **En Bourgogne-France-Comté**, le désintérêt pour ce type de produit est plus fort qu'en moyenne (28 %, soit + 9 points).

II. SUR LA CONNAISSANCE FINANCIÈRE DES ÉPARGNANTS FRANÇAIS ET LA GESTION QU'ILS FONT DE LEURS PLACEMENTS

- Interrogés sur les raisons de préférer les livrets réglementés aux placements financiers (72 % de l'échantillon est concerné), une très large majorité de 82 % de répondants estime toujours ne pas avoir les connaissances nécessaires pour investir son argent sur d'autres placements financiers (score stable versus avril 2024), craint de perdre de l'argent (82%) ou encore estime que ceux-ci manquent de transparence (79 %).

Ils sont aussi à nouveau près des trois quarts (74 %) à adhérer à l'affirmation selon laquelle les autres placements financiers (assurance vie, Plan Épargne Retraite, Plan Épargne en Actions, Sociétés Civiles de Placement Immobilier) seraient réservés à une certaine élite financière – témoignant d'une **mise à distance *a priori* de ce type de placement**.

Un manque d'intérêt plus global persiste vis-à-vis des placements financiers (69 % ne sont pas intéressés).

Les scores ci-dessus demeurent particulièrement stables par rapport à la précédente mesure (avril 2024).

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

Parmi les Français qui ont privilégié les livrets réglementés en 2024, **les femmes demeurent plus nombreuses que les hommes à estimer ne pas avoir les connaissances nécessaires pour placer leur argent sur les marchés financiers ou dans les SCPI, à craindre de perdre de l'argent ou estimer que ce type de placement manque de transparence, et à faire preuve d'un désintérêt plus important (écarts des scores entre les hommes et les femmes variant de 3 points à 5 points).**

- À l'inverse, la majorité des épargnants ayant privilégié différents types de placements financiers en 2024, – hors livrets réglementés –, se déclarent désormais autonomes dans la gestion de ces derniers.

• Parmi les épargnants ayant eu recours à des placements financiers hors livrets (assurance vie, Plan Épargne Retraite, Plan Épargne en Actions, Sociétés Civiles de Placement Immobilier) au cours de l'année 2024 (soit 36 % des Français, une proportion identique à celle de la précédente mesure), **une majorité de 53 % déclare désormais choisir par elle-même et en toute autonomie les produits sur lesquels elle place son argent**. Ce score enregistre une progression de 5 points par rapport à la mesure d'avril 2024 (48 %) et passe ainsi symboliquement la barre des 50 %.

• À l'inverse et en toute logique, **le recours à un professionnel pour conseiller dans les choix de placement diminue à hauteur de 47 % (- 5 points versus avril 2024)** : parmi ces derniers, 32% indiquent avoir sollicité une aide en raison d'un manque de connaissances (- 3 points) et 15 % en raison d'un manque de temps (- 2 points).

Les retraités sont ici plus nombreux à faire le choix de recourir à un professionnel en raison d'un manque de connaissances (41 %, + 9 points versus la moyenne).

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

Parmi les femmes ayant opté pour des placements financiers comme l'assurance vie, le Plan Épargne Retraite, la Plan Épargne en Actions, les Sociétés Civiles de Placement Immobilier en 2024, **près de la moitié ont choisi cette année en toute autonomie les produits sur lesquels placer leur argent (49 % ; un score en progression de 2 points par rapport à la précédente mesure).**

Le recours à un professionnel pour les conseiller touche en particulier les femmes de 35 ans et plus (39 % contre 29 % pour les hommes de la même tranche d'âge).

« Le manque d'éducation financière en France aboutit à une mise à distance à priori de placements pourtant destinés au plus grand nombre, privant les épargnants de possibilités de faire fructifier leur épargne. En tant que professionnel, nous avons à cœur de faire connaître et comprendre les différentes solutions existantes, avec pédagogie »,

Catherine Baudeneau.

En régions :

• **Les habitants des Pays de la Loire** sont moins nombreux à penser que les placements financiers - hors livrets - et dans

les Sociétés Civiles de Placement Immobilier sont plutôt destinés à des personnes ayant beaucoup d'argent (62 %, - 12 points versus la moyenne).

• **Les habitants de la région Nouvelle-Aquitaine** sont moins nombreux qu'en moyenne à recourir à un professionnel en raison d'un manque de connaissances (20 %, - 12 points moyenne), et font davantage le choix de la gestion de leurs placements en autonomie (+ 11 points versus moyenne).

Méthodologie : Le « Baromètre 2025 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 31 mars au 11 avril 2025, auprès d'un échantillon de 2 401 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

Contexte : cette étude s'est située cette année dans un contexte très particulier qui perdure (instabilités politico-économiques en France, incertitudes mondiales en relations avec des tensions géopolitiques, guerre commerciale).

* Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2025** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

Les données brutes du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2025** » sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

À propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (appel non surtaxé) / www.altaprofits.com